



**EXTRAIT**  
**DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL**  
**DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE SAINT-DIZIER, DER & BLAISE**

L'an deux mille dix-sept, le 10 juillet à 18 h 00 heures, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Saint-Dizier, Der & Blaise s'est réuni en séance publique à l'Espace Projet Saint-Dizier 2020 de Saint-Dizier en suite de la convocation faite le 30 juin 2017.

**Présents :**

- M. BOSSOIS, Président  
- M. GOUVERNEUR, M. LAURENT, M. FEUILLET, M. GARET, M. BOZEK, M. BAYER, M. SIMON, Mme KREBS, M. MATHIEU, M. DUBOIS, M. NOVAC, M. MARIN, M. CADET,  
- Mme AUBRY, M. BANCELIN, M. BAUDOT, Mme BETTING, Mme BOITEUX, M. BONNEAUD, M. BONNEMAINS, Mme BONTEMPS, M. BOUZON, M. BRUSA-PASQUE, M. BUAT, M. CABARETIER, M. CARON, M. CHARPENTIER, M. CHEVANCE, Mme CLAUSSE, Mme COLLET, M. CORDEBARD, M. CORNUT-GENTILLE, Mme DE CHANLAIRE, M. DECHANT, M. DELMOTTE, M. DERVOGNE, M. DESANLIS, M. DESCHARMES, M. DOUET, M. DROIN, M. FARGETTE, M. GAILLARD, Mme GALICHER, M. GAUCHERON, Mme GEORGET, Mme GEREVIC, M. GOUGET, M. GUILLAUMOT, M. GUILLEMIN, Mme GUINOISEAU, M. HURSON, M. JEANSON, M. KAHLAL, M. KIHM, M. KREZEL, Mme LANDREA, M. LANDRY, M. LESAGE, M. MARCHANDET, M. MARTIN, M. MENAUCOURT, M. MERCIER, M. MILLOT, M. MOITE, M. NOISETTE, M. PASQUIER, M. PEREZ, Mme PINCEMAILLE, Mme PIQUET, M. PRIGNOT, M. RAIMBAULT, M. RAMBERT, M. RENAUD, M. RESIDORI, M. RIMBERT, Mme ROBERT-DEHAULT, Mme SALEUR, Mme SAMOUR, Mme SCHAUB, M. THIERRY, Mme TRAZET, M. TURCATO, M. UTKALA, M. VAGLIO, M. VALTON, Mme VARNIER

**Excusés :** M. AMELON, M. BERTRAND, Mme DORKEL, M. EREN, Mme GARCIA, M. GARNIER, Mme GILLET, M. HOWARD, M. OUALI, Mme PEYRONNEAU, M. SCHILLER, Mme THIEBLEMONT

**Ont donné procuration :**

M. AMELON à M. BOUZON  
M. BERTRAND à M. JEANSON  
Mme DORKEL à M. BOSSOIS  
M. EREN à Mme VARNIER  
Mme GARCIA à Mme KREBS

M. GARNIER à Mme CLAUSSE  
Mme GILLET à M. FARGETTE  
M. OUALI à M. LESAGE  
Mme PEYRONNEAU à M. KAHLAL  
Mme THIEBLEMONT à M. VAGLIO

**Secrétaire de séance :** M. VAGLIO

---

**N° 125-07-2017**

**DELEGATION DE POUVOIR DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE AU PRESIDENT**

**Rapporteur :** M. BOSSOIS

L'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) prévoit que le Président, les vice-présidents ayant reçu délégation ou le bureau dans son ensemble peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

1. du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances
2. de l'approbation du compte administratif
3. des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L 1612-15
4. des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale
5. de l'adhésion de l'établissement à un établissement public
6. de la délégation de la gestion d'un service public
7. des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la Ville

Afin de faciliter le fonctionnement de la Communauté d'Agglomération, il est proposé au conseil communautaire d'utiliser cette faculté prévue par le CGCT, sachant que lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le président rend compte des travaux du bureau et des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant et qu'il revient au conseil communautaire de définir l'étendue des délégations consenties.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- de déléguer au président, pour la durée de son mandat, toute décision concernant :
  - ✓ la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget
  - ✓ la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change, ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L 1618-2 et au a) de l'article L 2221-5-1 du CGCT, sous réserve des dispositions du c) de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires
  - ✓ la conclusion et la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans
  - ✓ la création, la modification ou la suppression des régies comptables nécessaires au bon fonctionnement des services
  - ✓ l'acceptation des dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges
  - ✓ l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros
  - ✓ la passation des contrats d'assurances et l'acceptation des indemnités y afférents
  - ✓ la demande à l'Etat ou à d'autres collectivités territoriales ou partenaires financiers d'attribution de subventions, étant précisé que la délégation susvisée est une

délégation générale et concerne toute demande de subvention en fonctionnement et en investissement, quels que soient la nature de l'opération et le montant prévisionnel de la dépense subventionnable.

- d'intenter au nom de la Communauté d'Agglomération les actions en justice ou de défendre la Communauté d'Agglomération dans les actions intentées contre elle, en demande comme en défense, en première instance comme à hauteur d'appel ou de pourvoi en cassation devant les juridictions judiciaires comme devant les juridictions administratives. Cette compétence s'étend aux dépôts de plaintes, avec ou sans constitution de partie civile, au nom de la communauté
- de régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules de la Communauté d'Agglomération
- d'autoriser Monsieur le Président à déléguer, sous sa surveillance et sa responsabilité, en vertu de l'article L 5211-9 du CGCT à un ou plusieurs vice-présidents et à d'autres conseillers communautaires membres du bureau la signature de décisions relevant de la présente délégation.

Le Président rendra compte, à chacune des réunions obligatoires, des décisions prises dans le cadre des délégations consenties.

Le Conseil Communautaire, après délibération, décide d'approuver ces propositions à l'**UNANIMITE**.

Pour extrait conforme,

Pour le Président et par délégation  
Le Directeur Général des Services  
Pierre-François GITTON